

des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Exportation des produits laitiers, envoi de beurre à l'Allemagne* [22 mars 1955] (p. 1811, 1815) ; *Son article additionnel (Suppression de la taxe de circulation pour les abattages d'urgence)* (p. 1816) ; *le retire* (p. 1817). — Est entendu sur la demande de fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. R. Schmitt sur la politique de construction du Gouvernement : *Normes* [23 mars 1955] (p. 1872). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Ses explications de vote* [20 juillet 1955] (p. 3979) ; — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5259). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée à la suite du referendum sarrois [26 octobre 1955] (p. 5277). = S'excuse de son absence [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101). = Obtient des congés [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101).

**KESSOUS (M. Youcef)**, *Député de Constantine* (2<sup>e</sup> collège, 2<sup>e</sup> circonscription). (R. I.)

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6317). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [3 juin 1952] (p. 2604).

**KIR (M. Félix)**, *Député de la Côte-d'Or*. (R. I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein

de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [16 février 1951] (F. n° 105).

### Dépôts :

Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 5056) de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts, n° 5959. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski (n° 2795) tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère historique ou artistique, n° 5969. — Le 20 octobre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, n° 6926.

### Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le rajustement des salaires, l'enseignement libre* [2 août 1951] (p. 6165, 6166) ; — à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; *Question préalable opposée par M. Cogniot* [31 août 1951] (p. 6713) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de l'église)* (p. 6731) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6785) ; *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir le contrôle des inspecteurs de l'enseignement sur les écoles privées* (p. 6789, 6790) ; *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres* (p. 6792, 6793). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6907) ; *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de l'église catholique)* (p. 6941) ; *Pressions anti-cléricales* (p. 6948) ; *Ses observations sur l'œuvre scolaire de l'église dans le passé* [6 septembre 1951]

(p. 6989); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Deironne tendant à favoriser l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public* [7 septembre 1951] (p. 7019); *Allocation-éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* (p. 7025); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones: *Discussion générale (Ses observations sur les abattements de zones)* [14 septembre 1951] (p. 7360); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* [20 septembre 1951] (p. 7514); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; MONNAIES ET MÉDAILLES: *Discussion générale (Ses observations sur les récompenses aux résistants)* [13 novembre 1951] (p. 7938); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 3040: *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (travailleurs nord-africains en France)* [13 novembre 1951] (p. 7945); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5080: *Amendement de M. Albert Schmitt tendant à réduire de 1.000 fr. les indemnités à la S. N. C. F. (Salaires et retraites des cheminots)* [15 novembre 1951] (p. 8091); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1000: *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Lenteur de la distribution des cartes de déportés)* [27 novembre 1951] (p. 8530); *Motion préjudicielle de M. Béguin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8656, 8657); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 décembre 1951] (p. 8819); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1110: *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9365); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ÉNERGIE: *Amendement de M. Faraud tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Développement du plan d'équipement)* [27 décembre 1951] (p. 9955); *Ses explications concernant le vote sur l'ensemble* [28 décembre 1951] (p. 10031); — du projet de loi portant réformes, dégrève-

ments et dispositions fiscales; Art. 4<sup>er</sup>: *Réorganisation de la S. N. C. F. par initiative gouvernementale* [4 janvier 1952] (p. 115); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 41: *Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux* [3 avril 1952] (p. 1834); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951: *Discussion générale (« Pourrissement » de la guerre d'Indochine)* [10 avril 1952] (p. 2095); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti: *Discussion générale (Ses observations sur les salaires insuffisants des cheminots)* [29 mai 1952] (p. 2548); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952: *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la volonté pacifique de la France)* [18 juin 1952] (p. 3027). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile: *Ses observations sur la lutte contre le chômage à Dijon* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3365, 3366). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juillet 1952] (p. 3435); — du projet de loi instituant le régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République; Art. 10: *Demande de reprise du texte du Conseil de la République concernant l'obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents, présentée par le Gouvernement* [4 juillet 1952] (p. 3549). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature: *Irrégularité de l'élection partielle* [23 octobre 1952] (p. 4327). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur l'utilité des crises ministérielles, le redressement économique en dépit des calamités agricoles inévitables en 1952)* [9 décembre 1952] (p. 6074, 6075); Art. 29<sup>ter</sup>: *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissements routiers, présentée par M. Sibué (Tunnel du Mont-Blanc)* [11 décembre 1952] (p. 6153); — du projet de loi relatif aux investissements en 1953: *Discussion générale (Ses observations sur*

le reboisement nécessaire à la France) [18 décembre 1952] (p. 6574); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : *Amendement de M. Catroux relatif au cas des crédiérentiers ayant établi un contrat sur la base du salaire départemental moyen* [5 mars 1953] (p. 1615). — Est entendu sur : la date de discussion de l'interpellation sur les enfants Finaly : *Ses observations sur la synagogue de Dijon, le cas des enfants Finaly, la tolérance des catholiques* [24 mars 1953] (p. 2235, 2236); — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas, et l'acquiescement de celui-ci par le tribunal militaire de Paris en 1953 : *Sa demande de documentation supplémentaire pour l'Assemblée* [23 juillet 1953] (p. 3825, 3826). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Nécessité de comprendre dans l'aménagement par zones, les terrains nécessaires à la viabilité, aux écoles, hôpitaux, etc.)* [24 juillet 1953] (p. 3901); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son interruption durant l'exposé de M. Catroux* [27 octobre 1953] (p. 4600); — des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Le redressement de la politique française, sa continuité nécessaire, le danger d'une crise inutile)* [27 novembre 1953] (p. 5637, 5638); — d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Nécessité d'élever les bas salaires et de maintenir l'équilibre du budget)* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5780, 5781); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-31 : *Amendement de M. Detœuf tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Organisation des services agricoles départementaux)* [3 décembre 1953] (p. 5926); Article additionnel : *Amendement de M. Charpentier tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la dis-*

*tribution d'eau potable par les communes* (p. 5995, 5996); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Mécontentement des Antilles depuis leur rattachement à la métropole et session du Conseil général de la Guadeloupe troublée par le préfet)* [9 décembre 1953] (p. 6348); Article additionnel : *Amendement de M. Quinson tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* [10 décembre 1953] (p. 6390); *Amendement de M. Quinson relatif à l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6404); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* [15 décembre 1953] (p. 6847); *Son amendement relatif au bailleur exploitant ou possédant déjà plusieurs magasins* (p. 6848); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendements de MM. Alphonse Denis, de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire* [31 décembre 1953] (p. 7080, 7083). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires [9 février 1954] (p. 111). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles : *Discussion générale (Orientation professionnelle)* [9 février 1954] (p. 120); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Divers ordres du jour (Guerre d'Indochine, création de l'Europe)* [16 février 1954] (p. 300); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954; Etat annexe, SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : *Amendement de M. Triboulet (Fabrications d'armement)* [25 février 1954] (p. 519); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Insuffisance de la majoration)* [4 mars 1954] (p. 643); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à étudier les moyens de financement nécessaires à l'augmentation de la*

retraite des mineurs et de leurs ayants droit [11 mars 1954] (p. 807); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, Section commune, Etat A, Chap. 54-91 : *Amendement de M. Triboulet (Importance des constructions de logements militaires)* [18 mars 1954] (p. 1000); SECTION GUERRE, Etat A : *Augmentation des crédits du budget de l'Air, importance de l'aviation* [19 mars 1954] (p. 1070); EDUCATION NATIONALE, Etat B : *Demande de disjonction de M. Deixonne relative à l'ensemble des chapitres concernant les constructions scolaires (Conditions exigées des maires pour les constructions scolaires)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1626, 1627); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relèvement : *Discussion générale (Reprise de l'article 2, relèvement des locataires de bonne foi expulsés)* [23 mars 1954] (p. 1155); Art. 7 : *Amendement de M. Grimaud (Recensement par les maires des locaux susceptibles d'être réquisitionnés)* (p. 1166). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Citation du livre de M. Léon Blum A l'échelle humaine, nécessité du regroupement français)* [13 mai 1954] (p. 2379, 2380). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Elévation de la retraite vieillesse agricole)* [21 juillet 1954] (p. 3496); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Importance historique du groupement des Neuf réalisé à Londres, élargissement souhaitable au continent entier (U. R. S. S. comprise)*; « il faut que le Gouvernement claironne la nécessité de la paix » [8 octobre 1954] (p. 4638); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales (Composition de bureaux d'aide sociale)* [23 novembre 1954] (p. 5306); Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales (Aggravation de frais de patente)* (p. 5312, 5313); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Orientation professionnelle* [13 décembre 1954] (p. 6263); Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école)* [14 dé-

cembre 1954] (p. 6321); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires : *Discussion générale* [14 décembre 1954] (p. 6309, 6310); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Révision nécessaire de la Défense nationale en fonction des armes atomiques)* [23 décembre 1954] (p. 6800). — En deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 43-31 : *Amendement indicatif de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* [27 janvier 1955] (p. 323); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Allocations à l'enseignement public* [28 janvier 1955] (p. 370); *écoles laïques et loi Barangé, emploi des fonds dans l'enseignement privé* (p. 375, 376); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire : *Amendement de M. Viatte (Réduction accentuée des attributions)* [4 février 1955] (p. 714); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars : *Infériorité de l'armée française, climat de paix* [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 908). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote du budget des charges communes, les petits traitements* [9 mars 1955] (p. 1214). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Personnel temporaire* [9 mars 1955] (p. 1221); Chap. 36-51 : *Fêtes nationales* [10 mars 1955] (p. 1283); Chap. 46-03 : *Octroi de réductions aux victimes de guerre* (p. 1286); Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1307); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement indicatif de M. Alcide Benoit (les ambulants)* [15 mars 1955] (p. 1455); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Sûreté nationale* [16 mars 1955] (p. 1504); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 66-10 : *Ses explications de vote* [17 mars 1955] (p. 1568). — Est entendu sur la demande

de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Roucaute sur la sécurité sociale des mines : *Urnes chargées* [24 mars 1955] (p. 1904). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocation aux vieux salariés [24 mars 1955] (p. 1925) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale* [29 mars 1955] (p. 2075) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Adaptation des programmes à la diversité des cultures* [5 mai 1955] (p. 2529) ; *Article additionnel de M. Thamier tendant à placer l'enseignement postsecondaire sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale* [30 juin 1955] (p. 3487) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Convocation des agriculteurs réservistes* [29 juin 1955] (p. 3444, 3450) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Les petits traitements* [29 juin 1955] (p. 3454) ; — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 4 : *Prix de la pomme de terre, permissions agricoles* [20 juillet 1955] (p. 3971) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement : *Article additionnel de M. Paul Coste-Floret (Liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* [21 juillet 1955] (p. 4007) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux : *Difficultés rencontrées par le commerçant pour retrouver un fonds* [20 octobre 1955] (p. 5169) ; — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Salaires des personnels communaux* [26 octobre 1955] (p. 5283).

**KLOCK (M. Joseph),** Député du Bas-Rhin  
(M. R. P.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence des crédits suffisants à la disposition du Crédit immobilier du département du Bas-Rhin, n° 849. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils, n° 850. — Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des crédits suffisants pour la réparation et l'entretien de nos routes nationales, n° 852. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux agents des communes et des collectivités locales une carrière et des conditions de rémunération identiques aux fonctionnaires de l'État, n° 1236. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, n° 1546. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'État en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1746. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, n° 2083. — Le 9 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un nouveau pourcentage obligatoire d'emploi des mutilés pensionnés de guerre dans les exploitations industrielles et commerciales et à simplifier les formalités administratives auxquelles sont soumises ces entreprises pour l'application de la loi du 26 avril 1924, n° 2391. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à réprimer la concurrence déloyale, n° 3104. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi ayant pour objet l'amnistie des sanctions prises au titre de l'épuration administrative, n° 4188. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 18 novembre 1950 régissant la situation du personnel des mines domaniales de potasse d'Alsace, n° 4445. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à inclure les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en com-